

A VILLEJUIF, « L'UNION CITOYENNE » TOMBE LE MASQUE

MUPLICATION DES ATTAQUES DE LA MAIRIE CONTRE LA DÉMOCRATIE LOCALE

L'inquiétude grandit à Villejuif devant la diversité des attaques contre le droit à la démocratie et à la citoyenneté lancées par le nouveau maire de droite et son alliance contre-nature (UMP, UDI, Modem, ex-Verts, divers gauche) qui dirigent aujourd'hui notre commune.

Six mois après son accession aux affaires municipales, le véritable visage de cette fallacieuse «Union citoyenne» se dévoile chaque jour un peu plus. Et bien de ses électeurs doivent se dire aujourd'hui qu'il y a eu tromperie sur la marchandise, tant s'exprime à la mairie la volonté, non de développer la citoyenneté, mais au contraire de museler et restreindre les droits démocratiques qui ont jusqu'alors façonné notre ville.

Comme à Hénin-Beaumont, c'est le mouvement associatif et sportif qui a d'abord été visé. Interdiction à la plupart des associations d'être présentes en tant que telles aux initiatives publiques, ainsi vidées de la substance qu'elles apportaient au vivre ensemble ; parcours du combattant pour obtenir les moyens d'exercer leur droit de réunion ; mise en cause de l'autonomie du collectif des associations ; volonté d'en écarter celles qui ne plaisent pas au nouveau pouvoir municipal ou, à défaut, d'en contrôler l'expression lors des commémorations... Faut-il préciser que seul applaudit l' élu FN au Conseil municipal, qui y trouve son compte ou presque puisqu'il demande, dans une tribune publiée ce mois-ci, d'aller encore plus vite et plus loin dans la voie de la stigmatisation des militants associatifs.

Dans la même logique, la nouvelle municipalité n'a pas caché sa volonté de régenter autoritairement le conseil municipal en y réduisant les droits et possibilités d'intervention des élus de l'opposition et, au-delà, des citoyens villejuifois. Le seuil de 5 élus pour former un groupe au sein du conseil a été proposé contre 2 auparavant: le PS, le MRC et le PG n'auraient ainsi plus de groupe ! La possibilité pour l'opposition de présenter un rapport une fois par an avec l'aide logistique de l'administration est purement et simplement supprimée. Les vœux, questions orales et amendements seraient tout simplement mis sous la tutelle du Maire à travers un dépôt obligatoire à la conférence des présidents. Le droit de pétition citoyenne, qui permettait aux habitants de faire débattre de tel ou tel problème, serait réduit à une peau de chagrin avec le projet d'en exclure les jeunes de 16 à 18 ans et les habitants non inscrits sur les listes électorales, même s'ils paient les impôts locaux.

Plus grave encore, si possible : nous venons d'apprendre que la mairie a obtenu l'accord du préfet du Val-de-Marne pour un redécoupage de la carte des bureaux de vote qui ressemble fort à un charcutage visant à dépiécer et limiter le droit de vote, surtout dans les quartiers populaires. Alors que le niveau de l'abstention ne cesse de croître, bon nombre d'électeurs seront ainsi obligés de se déplacer loin de leur lieu d'habitation pour pouvoir exercer leur droit à la citoyenneté...

Enfin, comme si cela ne suffisait pas, le Maire, par la voix de son adjoint aux finances, menace de sanction disciplinaire un employé communal au titre de son engagement syndical et associatif à la tête du Comité d'entreprise.

Nous dénonçons avec la plus grande fermeté ces graves attaques, contraires aux valeurs de la République et à l'histoire de Villejuif, où les maires précédents ont toujours veillé à préserver et aider à développer les pouvoirs de l'opposition, le droit de pétition, les consultations populaires et l'autonomie du mouvement associatif, sportif et syndical. Grâce à de premières résistances, certaines ont déjà pu être mises en échec. Nous appelons l'ensemble des démocrates villejuifois à rester plus que jamais vigilants et à réagir.

